

Le président des TCA met les entreprises au défi de participer davantage à la reprise économique

(Toronto, le 29 mars 2011) – Dans son discours prononcé aujourd’hui à l’occasion d’un déjeuner-causerie de l’Institut C.D. Howe, au centre-ville de Toronto, le président des TCA, Ken Lewenza, a mis au défi le milieu des affaires du Canada d’augmenter sa contribution au rétablissement de l’économie canadienne, qui demeure fragile.

Dans son discours, M. Lewenza a rappelé les données récentes sur les revenus et les dépenses de l’économie canadienne. Les consommateurs et les gouvernements ont augmenté leurs dépenses depuis 2008, mais le secteur des entreprises est le seul qui continue de dépenser beaucoup moins qu’avant le début de la récession. Malgré un regain relatif des dépenses en capital générées par les entreprises depuis quelques trimestres, le secteur des affaires a annulé moins de la moitié des réductions des dépenses imposées au cours de la récession.

Entretemps, les entreprises ont affecté leurs ressources au remboursement de la dette et à l’accumulation de liquidités, au lieu de s’engager dans de nouveaux projets d’immobilisations. Au Canada, les sociétés non financières disposent maintenant de flux de trésorerie et d’actifs à court terme totalisant près de 500 billions de dollars.

« Les économies de coûts excessives des entreprises ne favorisent pas du tout la reprise économique », a déclaré M. Lewenza. « Il faut que les entreprises empruntent et investissent afin de financer de nouveaux projets, de créer de nouveaux emplois et donc, de remplir leur rôle dans notre système économique. »

Dans une perspective à long terme, les investissements des entreprises sont aussi dans le marasme, surtout si on les compare à la croissance des bénéfices et des flux de trésorerie après impôts. En réalité, les entreprises ne réinvestissent pas l’ensemble de leurs flux de trésorerie dans de nouveaux projets d’immobilisations au Canada. Les flux de trésorerie après impôts dépassent les dépenses en capital des entreprises au Canada de 750 milliards de dollars depuis 2001 et de 200 milliards de dollars depuis le début de la récession.

« Le Canada a besoin que cet argent soit dépensé », a lancé M. Lewenza en guise de défi à son auditoire. « Il est inutile que des fonds s’accumulent de façon improductive, il faut au contraire que ceux-ci soient injectés dans la croissance, dans les investissements et dans la création d’emplois. »

M. Lewenza a également souligné la baisse des dépenses des entreprises dans la recherche, le développement et l'innovation. Les dépenses des entreprises en recherche et développement ont encore diminué l'an dernier, atteignant à peine 0,9 % du PIB canadien, soit le plus faible niveau depuis que Statistique Canada compile des données à ce chapitre. M. Lewenza a fait remarquer que les investissements des entreprises (à la fois en immobilisations et en recherche et développement) ont même ralenti, malgré les réductions d'impôts accordées aux entreprises.

« Le problème ne provient ni du manque de bénéfices ni de la fiscalité élevée. Le problème provient du manque d'innovation des entreprises canadiennes. »

Pour conclure, M. Lewenza a encouragé les entrepreneurs canadiens à emboîter le pas au gouvernement, aux travailleurs et aux autres parties prenantes afin de collaborer à l'édification d'une économie innovatrice disposant d'investissements élevés. « Au lieu de montrer du doigt les déficits, les impôts et les syndicats, nous devrions avoir recours aux ressources manifestement disponibles dans notre économie puis les affecter à de nouveaux investissements et à l'innovation. »

Le texte intégral de l'allocation de M. Lewenza est accessible au lien suivant : <http://www.caw.ca/en/10073.htm>.

-30-

*Renseignements : Shannon Devine, Communications, Syndicat des TCA,
(cell.) 416-302-1699*